

“ LE FONDS MONDIAL A TROP DE TRÉSORERIE ”



La période 2017-2019 sera la 5^{ème} reconstitution des ressources du Fonds mondial. Pour ces trois prochaines années, les besoins financiers estimés par le Fonds mondial pour répondre aux besoins des pays bénéficiaires et à l'objectif de développement durable de mettre fin aux épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme d'ici à 2030 s'élèvent à 13 milliards de dollars (soit 11,4 milliards d'euros).

Deuxième contributeur international du Fonds mondial et premier contributeur européen depuis la création du Fonds, la France doit encore décaisser le reste de sa contribution 2014-2016 (60 millions à notre connaissance) avant la fin de l'année 2016.

Alors que les besoins sanitaires sont encore immenses, les associations du Collectif Santé Mondiale demandent que la France honore sa contribution au Fonds mondial pour 2014-2016 (1,08 milliard d'euros engagé).

La France doit également annoncer au plus vite une nouvelle contribution d'au moins 1,08 milliard engagé pour la période 2017-2019 afin de répondre aux besoins des pays affectés et mobiliser d'autres donateurs à faire de même.

Historiquement, les **réserves de trésorerie importantes** s'expliquent par le fait qu'elles ont permis de mobiliser les pays afin qu'ils s'engagent dans des programmes ambitieux d'accès aux ARV en garantissant une prévisibilité des ressources à moyen terme.

Les statuts initiaux rédigés par le conseil d'administration du Fonds mondial (dont la France) prévoyait que les caisses du Fonds devaient contenir un montant égal au financement de programmes pour trois ans. Au fur et à mesure que la confiance des pays dans le Fonds mondial s'est accrue, et que les risques liés à l'outil ont été réduits, cette disponibilité de trésorerie a été réduite à la hauteur d'environ un an de financement de programmes et de fonctionnement du Secrétariat du Fonds (soit un peu plus de 4 milliards). L'objectif est aujourd'hui de passer à 6 mois de trésorerie (environ 2 milliards).

En effet, le financement du Fonds mondial étant basé sur des contributions volontaires, le risque que certaines contributions ne soient pas versées est réel. Ainsi, lors de la crise de 2008, certains pays ont décidé de couper leurs financements², lors de la crise interne de 2011 d'autres ont suspendu leurs contributions pendant plusieurs mois. La trésorerie du Fonds reste donc primordiale pour ne pas interrompre des programmes de prise en charge des pandémies en cours de réalisation en cas de non-respect des engagements financiers des Etats.

La France doit donc pleinement honorer sa contribution 2014-2016 pour ne pas mettre le Fonds dans une situation délicate.

Par ailleurs, l'un des plus gros défis pour le Fonds mondial reste le **décaissement effectif** de ses subventions sur le terrain. Les temps de décaissement reflètent les capacités d'absorption³ des pays et relèvent donc d'enjeux

systémiques. Ce calendrier permet toutefois au Fonds de mieux contrôler et de lutter contre les éventuels détournements de fonds au niveau national.

Conscient de la nécessité d'aider les pays à utiliser de la meilleure façon possible l'argent qui leur est alloué afin d'optimiser les investissements et de gagner en efficacité et en impact,

Le Fonds mondial a mis en place plusieurs initiatives

dont la dernière en date, l'*Implementation Through Partnership* (ITP) qui vise à renforcer les capacités des pays bénéficiaires dans la gestion des subventions. Le *New Funding Model* vise également à réduire la complexité du processus de demande de subvention en instaurant un calendrier plus souple (un pays admissible peut présenter une demande à tout moment au cours des trois ans de la période d'allocation) et en simplifiant la note conceptuelle tout en s'assurant de l'alignement avec les stratégies nationales.

L'importante trésorerie et le temps de décaissement ne sont pas des particularités du Fonds mondial.

Au contraire, ce sont des caractéristiques de beaucoup d'institutions de financement du développement bilatérale ou multilatérale. En effet, les décaissements de la FAO, du Fonds européen de développement ou de l'Organisation mondiale de la santé respectent les mêmes rythmes⁴. Quant à l'AFD, le délai moyen d'exécution de ses projets est de 4 ans avec une majorité de décaissements réalisés sur les 2 dernières années⁵. Le rythme moyen de décaissement entre l'octroi du financement et le 1^{er} versement dans les projets en cours est de 302 jours soit presque un an⁶.

1. Conclusions de la troisième reconstitution des ressources du Fonds mondial, Avril 2013 et Guide de gouvernance, mobilisation, gestion et contrôle des ressources financières, mai 2014.
2. L'Italie est passée d'une contribution de 200 millions d'euros à une contribution nulle en plein milieu d'un cycle de financement.
3. Capacité à utiliser efficacement les financements reçus par l'intermédiaire des subventions du Fonds mondial
4. Multilateral Aid Review 2011.
5. http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PORTAILS/SECTEURS/SANTE/pdf/AFD_Synthese_Evaluation_conjointe_Muskoka_FR.PDF
6. Données calculées à partir des données du site de l'AFD au 25 mars 2016 pour les projets santé dont les informations sont disponibles sur le site OPENDATA de l'AFD.